

Des Entreprises d'insertion aux entreprises classiques :

un chemin de développement durable.

Conférence – Débat : 4 juin 2009



Nancy-Université
INPL

Philippe Lerouillois Conseil -
INPL ENSAIA

- *«Ce n'est pas le chemin qui est difficile, c'est le difficile qui est le chemin.»*
- [Sören Kierkegaard]

Du développement durable.

- développement économiquement efficace,
- socialement équitable,
- écologiquement soutenable.

Plus fondamentalement, il s'agit de poser la question de la justice :

- **en statique : cohésion sociale ici et maintenant;**
- **en dynamique : règle d'équité pour l'accès aux ressources des différentes générations.**

De la croissance non durable.

Faits stylisés de la croissance économique
(N. Kaldor 1961) :

- croissance continue à taux constant de l'intensité capitalistique (K/L) ;
- croissance continue au même rythme de la productivité partielle du travail;

= sources du phénomène de croissance.

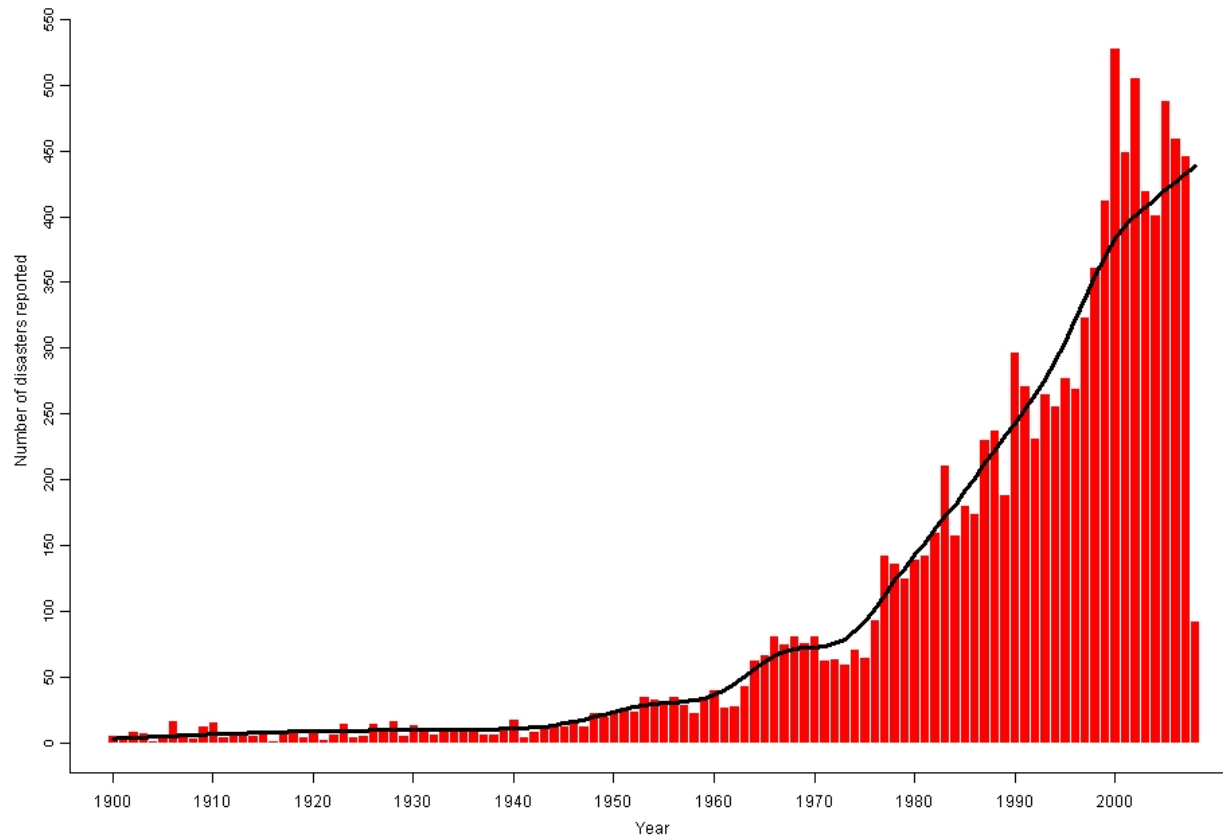
De la croissance non durable.

Ce mécanisme qui a permis à des pans entiers de l'humanité de passer de la pauvreté de masse à l'abondance n'est pas durable :

- utilisation croissante d'énergies fossiles = réchauffement climatique;
- exclusion des non qualifiés du système productif = chômage de masse structurel et décohésion sociale.

De la croissance non durable.

Natural disasters reported 1900 - June 2008

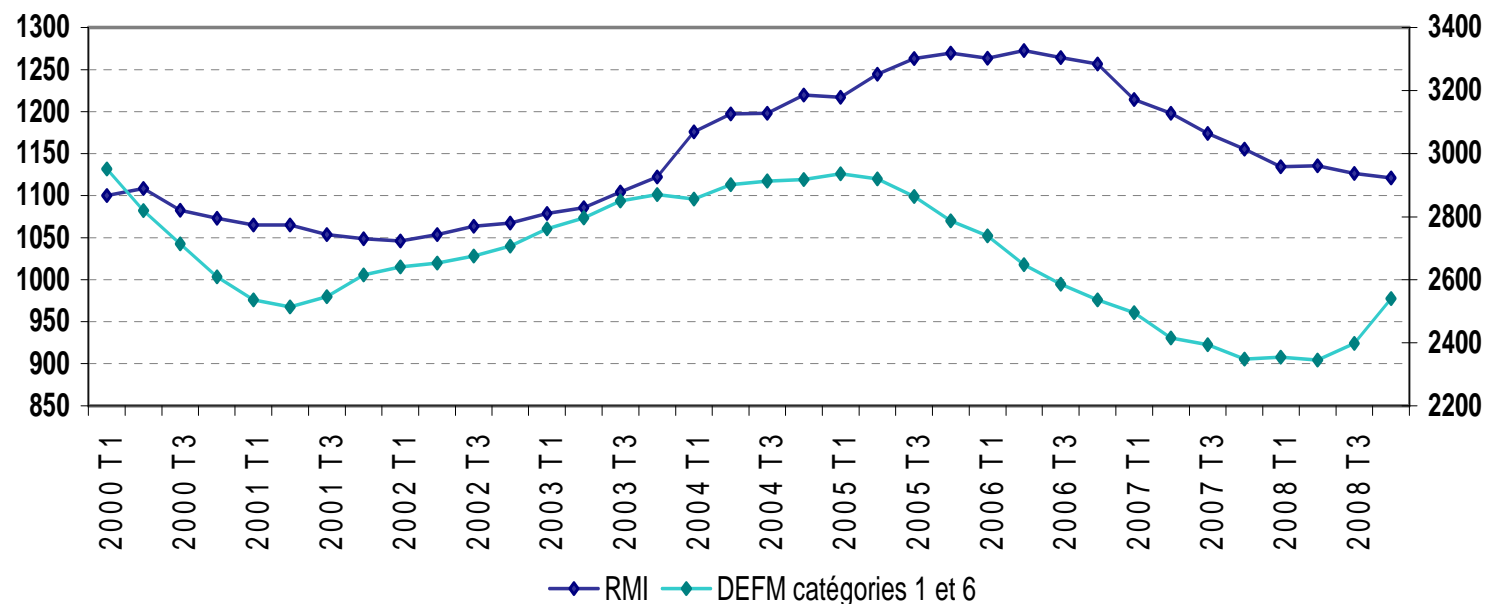


EM-DAT: The OFDA/CRED International Disaster Database - www.emdat.be - Université Catholique de Louvain, Brussels - Belgium

Philippe Lerouillois Conseil -
INPL ENSAIA

De la croissance non durable.

Graphique 1 - Nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégories 1 et 6* (DEFM) et d'allocataires du RMI payés en fin de trimestre (données CVS, en milliers)



Sources : CNAF, INSEE-DARES.

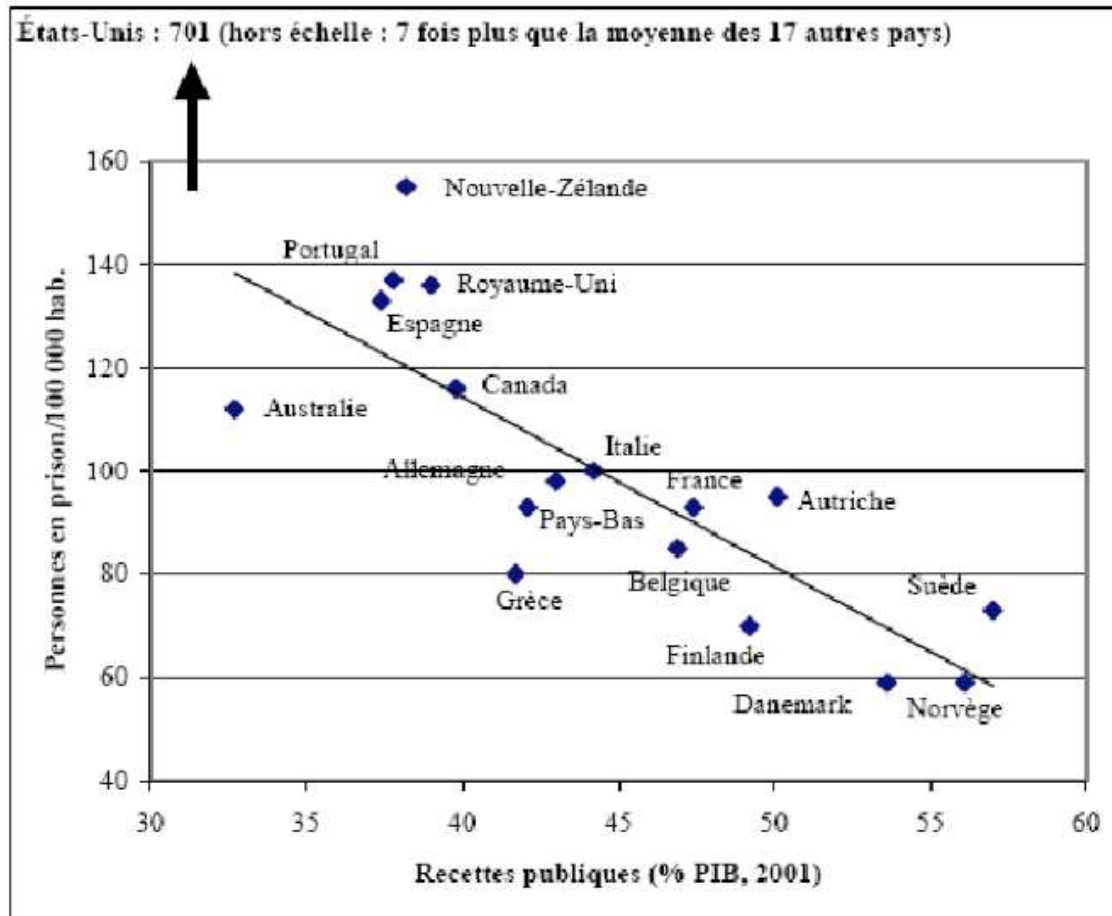
Champ : France entière (Métropole et DOM) pour le RMI et France métropolitaine pour les DEFM.

Note : Echelle de gauche : allocataires du RMI ; échelle de droite : DEFM 1 et 6.

(*) Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégories 1 et 6 recouvrent les personnes inscrites à l'ANPE déclarant être à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée, la catégorie 6 correspondant aux personnes ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures au cours du mois

De la croissance non durable.

Niveau de prélèvements obligatoires et taux d'incarcération



R2 = 0.66, Source : OCDE et PNUD

Le Clezio, Philippe
(2005),
"Prélèvements
obligatoires :
compréhension,
efficacité économique
et justice sociale",
*Rapport du Conseil
Economique et
Social*, octobre.

De la croissance non durable.

- Coûts liés à la dé-cohésion sociale :
- - coûts directs : indemnisations, minimas...
- - coûts indirects : sur-morbidité (espérance de vie d'un SDF = 47 ans), incarcération (taux d'incarcération en France = 50/ 100 000 en 1975; 100/100 000 aujourd'hui).

De la croissance non durable.

Les économistes y compris les plus libéraux (OCDE) considèrent qu'il faut rapidement infléchir le mode de développement humain :

- prendre en compte les externalités dans le système de valeurs.
- enrichir la notion d'efficacité en prenant en compte les ressources naturelles et le bien être social.

De la croissance non durable.

Ca veut dire qu'il faut pour partie remettre en cause la substitution capital / travail.

Asseoir le système de redistribution (taxes/subventions) sur les externalités négatives et positives.

Les Entreprises d'Insertion constituent un modèle exploratoire d'organisations de croissance durable.

Des performances économiques des E.I. en France

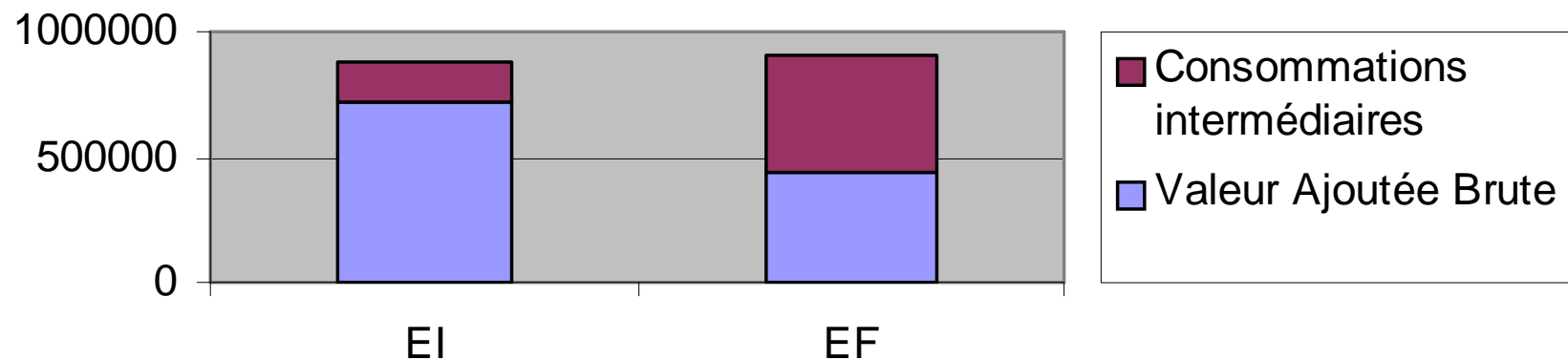
- La taille économique des E.I. :
 - - en CA : 938 986 € contre 807 000 € (moyenne France);
 - en termes d'emplois : 29 ETP contre 5.
- La masse salariale = 67% de la Production contre 26%.
- La croissance de l'activité des E.I. : 12% l'an sur la période 2004/07 contre 5% par exemple pour les entreprises des secteurs technologiquement innovants.

Des performances économiques des E.I. en France

- Développement de l'emploi : 6% l'an contre 1%.
- Croissance quasi identique de l'emploi de salariés en insertion et de permanents.
- Croissance de 9% l'an de la masse salariale (3,5% en France entre 2004 et 2005).
- L'ensemble de ces performances font des E.I. des entreprises de croissance.

Des performances économiques des E.I. en France

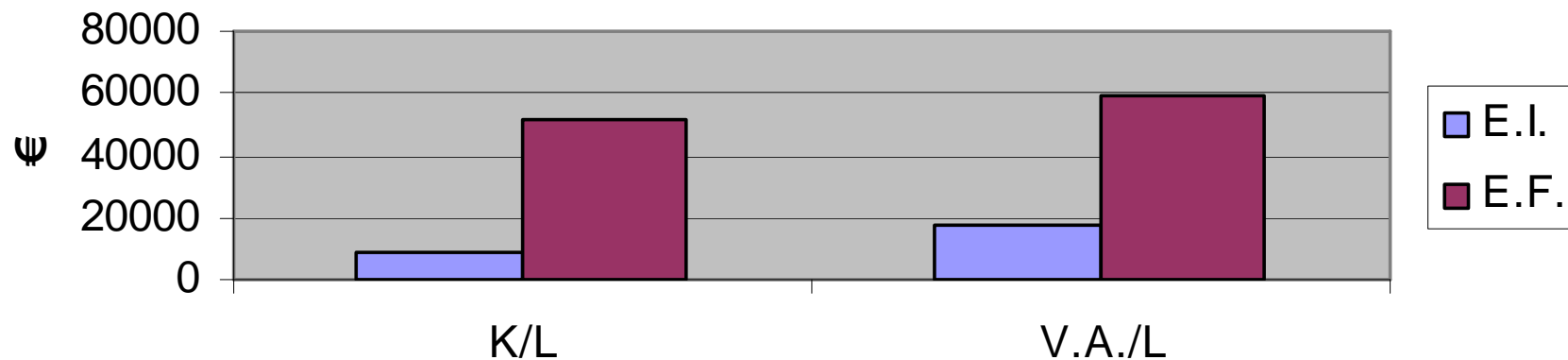
Graphique 3 : Formation de la Valeur Ajoutée (comparaison E.I. / Entreprise moyenne France en €)



Source : INSEE - ALISSE - échantillon représentatif de 60 EI - 2006 (secteurs construction, services aux particuliers et aux entreprises).

Des performances économiques des E.I. en France

Graphique 2 : Différentiels d'intensité capitaliste et de productivité du travail moyennes entre E.I. et E.F.



Source : INSEE - ALISSE - échantillon représentatif de 60 E.I - 2006 (secteurs construction, services aux particuliers et aux entreprises)

Des performances économiques des E.I. en France

Ecart de productivité du travail:
VA/L : 31 800 €

Effet de structure, part respective du capital et du travail dans la combinaison : $AT/CA = AT / f(L,K,CI)$:

- EF : CA = 912 000 € ; L = 9 ; K = 830 000 € ;
- EI : CA = 879 000 € ; L = 29 ; K = 490 000 €.

Ecart de productivité dû à l'effet de structure :
19 200 €

Sous productivité « pure » :

sur-encadrement, surcharge administrative, salariés inexpérimentés.

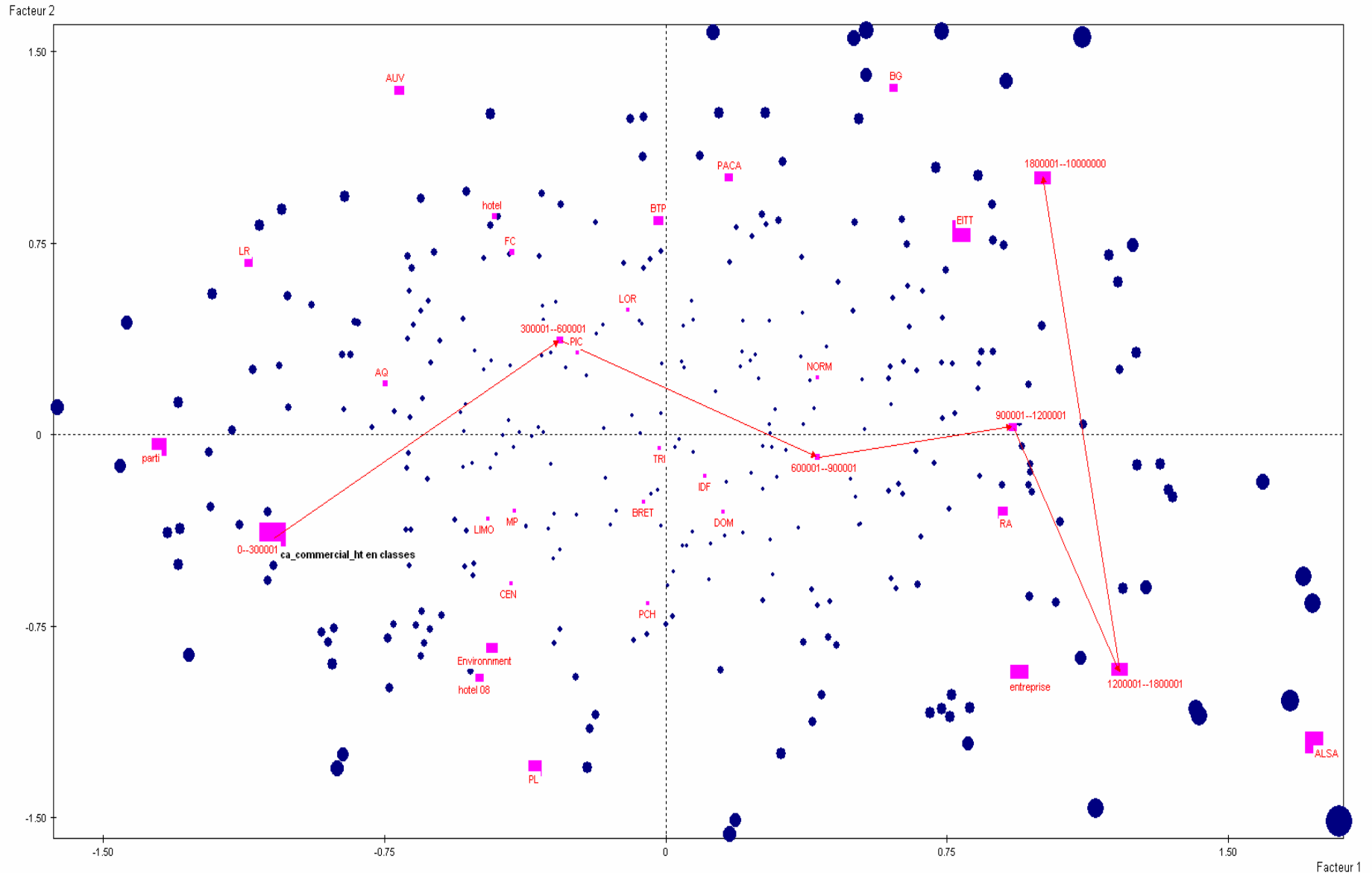
Ecart de productivité « pure » :
12 600 €

Des performances économiques des E.I. en France

Cet écart de productivité constitue une mesure des effets externes économiques positifs que génèrent les E.I. :

- vers les autres entreprises : ce coûteux processus de remise à l'emploi de personnes dés - insérées procure un gain d'employabilité qui permet d'éviter des coûts aux entreprises classiques.
- aux système public de l'emploi, pour les mêmes raisons.

Spécificités des E.I. en Limousin



De la justice sociale.

- L'insertion par l'économie contribue à mettre en œuvre une conception renouvelée de la justice sociale (rawlsienne) :
- Poursuivre un objectif de justice sociale consiste à mettre à la disposition des individus les plus défavorisés de la société les biens premiers naturels et sociaux leur permettant de mettre en œuvre leur libre conception de la vie bonne..

De la justice sociale.

Biens premiers naturels :

- Santé
- Talents

Biens premiers sociaux :

- Libertés fondamentales :
 - . Droit de vote et d'éligibilité
 - . Liberté d'expression et de réunion
 - . Liberté de conscience et d'expression
 - . Liberté de détenir de la propriété personnelle
 - . Protection contre l'arrestation et la dépossession arbitraire
- Chances d'accès aux positions sociales
- Avantages socio-économiques :
 - . Revenu et richesse
 - . Pouvoirs et prérogatives
 - . Bases sociales du respect de soi
 - . Loisir

Du bonheur

- Les travaux en économie du bonheur montrent que les gens sans emploi sont bien plus malheureux que les travailleurs, qu'ils ne s'habituent pas à leur état et que la perte de revenu n'explique pas à elle seule ce différentiel de bien être subjectif.
- Donner un revenu aux chômeurs ne suffit pas à les rendre heureux.
- Ces constats conduisent à recommander des politiques publiques de type « welfare to work », avec le développement d'emplois subventionnés.

De la préservation des ressources naturelles.

- La vocation d'insertion conduit à développer des activités à fort contenu en main d'œuvre.
- Cette émergence d'une économie de main d'œuvre pour préserver l'environnement est justement la condition première du développement durable.
- L'insertion par l'économie propose donc un modèle de développement assis sur le capital humain et non sur le capital technique et / ou financier.

De la préservation des ressources naturelles.

- Le tropisme de l'IAE vers la main d'œuvre conduit en outre à se spécialiser dans des secteurs manouvriers or trier, recycler, ré-employer et déconstruire sont des activités difficilement mécanisables.
- Un tiers environ des E.I. développent une activité dans un secteur contribuant à l'efficacité environnementale.
- Ces entreprises mobilisent un quart de l'emploi et ont connu une progression de leur activité de 40% entre 2004 et 2007.

Conclusion

Mesurer les externalités positives produites par les E.I. pour et les mettre en avant sur la base d'une labellisation pour :

Capter le consentement à payer relativement plus élevé pour des produits-services durables et solidaires.

Répondre à la logique d'objectivation de l'emploi des fonds publics.

Pourquoi?

La durabilité économique implique une relative liberté d'existence pour les entreprises d'insertion.

Actuellement 3 facteurs peuvent la contraindre :

- La faiblesse de la capacité d'autofinancement;
- La faiblesse de la rentabilité économique;
- La dépendance vis-à-vis des soutiens publics.